



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1997/90  
3 juillet 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1997  
Genève, 30 juin-25 juillet 1997  
Point 13 a) de l'ordre du jour

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

RAPPORT DU COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

RÉSUMÉ

Le présent rapport contient deux projets de résolution et trois projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social devra se prononcer.

Aux termes du projet de résolution I, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social de prier le Comité de lui faire part de ses vues sur l'élargissement du Comité et de décider de prendre une décision sur la question en 1998.

Aux termes du projet de résolution II, le Comité recommande au Conseil de prier le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-deuxième session, un rapport proposant des moyens précis propres à permettre à la Section des organisations non gouvernementales de s'acquitter de son volume de travail de manière efficace et rationnelle et de recommander à l'Assemblée générale de doter la Section des ressources humaines, financières et techniques voulues pour qu'elle puisse s'acquitter de ses attributions de manière rationnelle, efficace et rapide.

Aux termes du projet de décision I, le Comité demande au Conseil d'accorder le statut consultatif à 142 organisations non gouvernementales qui en ont fait la demande.

Aux termes du projet de décision II, le Comité prie le Conseil de l'autoriser à organiser une reprise de sa session afin de terminer les travaux de la session de 1997.

Aux termes du projet de décision III, le Comité demande au Conseil de l'autoriser à tenir trois sessions au maximum, pendant trois semaines au total, en 1998 et les années suivantes.

# TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL . . . . .	1 - 3	4
A. Projets de résolution . . . . .	1	4
B. Projets de décision . . . . .	2	5
C. Décision appelant l'attention du Conseil . . . . .	3	9
II. DEMANDES D'ADMISSION AU STATUT CONSULTATIF REÇUES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES . . . . .	4 - 71	9
A. Demandes d'admission au statut consultatif reportées de la session de 1996 . . . . .	4 - 36	9
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif . . . . .	37 - 71	13
III. APPLICATION DE LA DÉCISION 1996/302 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL . . . . .	72	17
IV. APPLICATION DE LA RÉOLUTION 1996/31 ET DE LA DÉCISION 1995/304 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL . . . . .	73 - 97	17
A. Élargissement du Comité chargé des organisations non gouvernementales . . . . .	76 - 78	19
B. Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	79 - 85	19
C. Réunions du Comité chargé des organisations non gouvernementales . . . . .	86 - 89	20
D. Examen des demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social . . . . .	90 - 91	21
E. Révision du questionnaire relatif à la demande d'admission . . . . .	92 - 93	21
F. Demande de rapport spécial présentée en application de l'alinéa c) du paragraphe 62 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social . . . . .	94 - 97	21

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
V. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ . . . . .	98	22
VI. ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION . . . . .	99 - 108	22
A. Ouverture et durée de la session . . . . .	99	22
B. Participation . . . . .	100 - 105	22
C. Élection du bureau . . . . .	106	23
D. Ordre du jour . . . . .	107	23
E. Reprise de la session de 1997 du Comité chargé des organisations non gouvernementales . . . . .	108	24

Annexes

I. DEMANDE D'ADMISSION AU STATUT CONSULTATIF AUPRÈS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL . . . . .	25
II. LISTE DES DOCUMENTS DONT LE COMITÉ ÉTAIT SAISI À SA SESSION DE 1997 . . . . .	32

I. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

A. Projets de résolution

1. Le Comité des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de résolution présentés ci-après :

PROJET DE RÉOLUTION I

Élargissement du Comité chargé des organisations  
non gouvernementales

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa décision 1995/304, par laquelle il avait notamment décidé d'augmenter, sur la base d'une répartition géographique équitable, le nombre actuel de membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales et de donner effet à ladite décision après l'achèvement de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec lesdites organisations,

Considérant que, conformément à la pratique établie en la matière par le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires, il serait souhaitable de connaître les vues du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la question,

Constatant que le Comité a entrepris de réexaminer ses méthodes de travail, que cet examen pourrait avoir des répercussions pour ce qui est de l'élargissement du Comité, et que ce dernier n'est donc pas encore en mesure de présenter au Conseil ses vues définitives,

1. Prie le Comité chargé des organisations non gouvernementales de lui présenter ses vues sur son élargissement;

2. Décide de prendre une décision sur la question en 1998.

PROJET DE RÉOLUTION II

Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales  
du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Notant que, du fait de l'intérêt croissant que l'activité des Nations Unies suscite parmi les organisations non gouvernementales, le nombre des demandes d'octroi du statut consultatif auprès du Conseil économique et social a fortement augmenté,

Notant également que l'augmentation du nombre des organisations non gouvernementales entraîne une augmentation parallèle du nombre des rapports quadriennaux que le Comité doit examiner,

Constatant qu'il y a lieu d'améliorer encore les méthodes de travail du Comité,

Rappelant qu'il a, par sa résolution 1996/31, confié des responsabilités supplémentaires à la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat,

Saluant les efforts déployés par le personnel de la Section des organisations non gouvernementales pour s'acquitter du lourd surcroît de travail qui lui a été imposé ces dernières années,

1. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-deuxième session, un rapport proposant des moyens précis propres à permettre à la Section des organisations non gouvernementales de s'acquitter de son volume de travail actuel et prévisible de manière efficace et rationnelle;

2. Recommande à l'Assemblée générale, compte tenu du rapport du Secrétaire général et des mesures prises par le Comité pour améliorer ses méthodes de travail et faire face à ce volume de travail, de doter la Section des organisations non gouvernementales des ressources humaines, financières et techniques voulues pour qu'elle puisse s'acquitter de ses attributions, telles qu'énoncées dans la résolution 1996/31 du Conseil, de manière efficace, rationnelle et rapide.

#### B. Projets de décision

2. Le Comité des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision présentés ci-après :

#### PROJET DE DÉCISION I

##### Demandes d'admission au statut consultatif

Le Conseil économique et social décide d'accorder le statut consultatif aux organisations non gouvernementales ci-après :

##### Statut consultatif général

Agence adventiste internationale de secours et de développement (ADRA)  
Association pour la participation des femmes au développement  
Comité directeur international sur la promotion économique des femmes rurales  
(EDI)  
Confédération mondiale de la science et de la productivité  
Croix-Verte internationale  
Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale  
ORBICOM, Réseau des chaires UNESCO en communication  
Organisation des villes arabes  
Organisation des villes du patrimoine mondial

/...

Statut consultatif spécial

American Bar Association  
American Jewish Committee  
Association canadienne des fabricants de produits chimiques  
Association civile des filles mères  
Association des habitants d'El Mourouj 2  
Association des réfugiés et des expatriés de la République de Bosnie-Herzégovine  
Association Fès-Saïss  
Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants  
Association internationale d'études interculturelles (AIEI)  
Association "Lumière et Espoir" pour les filles aveugles  
Association nationale des économistes de Cuba  
Association of the Bar of the City of New York  
Association pour la protection de la nature et de l'environnement, Kairouan  
(Tunisie)  
ATLAS – Association tunisienne pour l'autodéveloppement et la solidarité  
Australian Catholic Social Justice Council (ACSJC)  
Bangladesh Mahila Parishad  
Bureau européen pour les langues moins répandues (BELMR)  
Cairo Institute for Human Rights Studies  
Canadian Environmental Network  
Canadian Voice of Women for Peace  
Centre d'études juridiques de défense des droits de la procréation  
Centre Félix Varela  
Centre international des études ethniques  
Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer (CISFEM)  
CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens  
Club international de la mer Noire  
Collectif 95 Maghreb Égalité  
Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA)  
Comité d'action pour les droits de l'enfant et de la femme (CADEF)  
Comité maritime international  
Communication and Development Institute  
Confederation of Business Women of Russia  
Congrès des femmes noires du Canada  
Conseil canadien des Églises  
Conseil des INNU de Nitassinan  
Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA)  
Conseil national des femmes du Canada  
Consortium for Street Children  
Council on Economic Priorities  
Développement par l'épargne et le crédit  
Égalité maintenant  
Energy 21  
Enfants du monde – Droits de l'homme  
Équilibre  
European Law Students' Association (ELSA)  
Family Care International  
Federation of American Women's Clubs Overseas (FAWCO)  
Fédération asiatique des associations des opérés du larynx  
Fédération des femmes cubaines

Fédération internationale des associations médicales catholiques  
Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (FITBB)  
Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme  
Fondation canadienne des droits de la personne  
Fondation El Kef pour le développement régional  
Fondation "Maman Henriette Conte"  
Fondation pour la formation internationale dans les pays du tiers monde  
Fondation PSU (Programme Support Unit Foundation)  
Fondation San Patrignano  
GCS (Global Cooperation for a Brighter Society)  
Institut arabe des droits de l'homme  
Institut international de recherches pour la paix de Genève  
Institute for War and Peace Reporting  
International Council of Human Duties  
International Critical Incident Stress Foundation  
International Organisation for the Provision of Work for Persons with  
Disabilities and Who are Occupationally Handicapped (IPWH)  
International Women Bond  
Internationale des services publics  
Islamic World Studies Centre  
League of Women Voters of the United States (LWVUS)  
L'éducation au service de la Terre  
Les enfants de l'Avenir  
Mani Tese '76  
Mouvement indien "Tupaj Amaro"  
Narcotics Anonymous World Services  
National Council for Research on Women  
National Tropical Botanical Garden  
NAVJYOTI (Fondation de la police de Dehli pour le redressement, la  
désintoxication et la réinsertion)  
Open Society Institute  
Organisation continentale des étudiants de l'Amérique latine et des Caraïbes  
Organisation d'entraide populaire norvégienne  
Organisation de secours africain pour la mère et l'enfant  
Organisation islamique internationale de bienfaisance  
Organisation nationale antipauvreté  
Organisation tunisienne de l'éducation et de la famille  
Partenariat Afrique Canada (PAC)  
Peace Child International  
Professional Association of Independant Institutions concerned with Addiction  
[Fachverband Freier Einrichtungen in der Suchtarbeit (FES)]  
Projet mégavilles  
Publication and Coordination Centre of Islamic Ideology and Sufi-ism  
Qatar Charitable Society  
Réseau des organisations non gouvernementales féminines de la République  
islamique d'Iran  
Réseau femmes africaines et droits humains (REFAD)  
Rivers Club  
Rural Enterprising as a Community Help (REACH)  
Rural Reconstruction Nepal  
Secrétariat international du Mouvement 12 décembre  
Service d'information antiracisme

Société pour le développement des services à Héliopolis  
Société d'intégration des services  
Société égyptienne du Croissant-Rouge  
Société internationale de linguistique  
Stichting Samenwerking Vastenactie (CEBEMO)  
Synergos Institute, Inc.  
The English International Association of Lund (Suède)  
Treaty Four  
Union évangélique mondiale  
Union nationale des juristes de Cuba  
Unitarian Universalist Association  
Unitarian Universalist Service Committee  
United for Intercultural Action  
Wellstart International  
Women's National Commission  
Women's Political Network of Pennsylvania (USA)

Liste

AEF International  
Association européenne de navigation de plaisance  
Association internationale des maires des villes du Nord  
Catholic Women's League Australia Incorporated (CWLA)  
Caucasians United for Reparations and Emancipation (CURE/AFRE)  
Centre éducatif pour les femmes en démocratie  
Conseil international de l'industrie du jouet  
Deprived Child! And You  
Edison Electric Institute (EEI)  
Federation of Zoroastrian Associations of North America (FEZANA)  
Fondation internationale pour l'essor rural  
Foundation for Democracy in Africa  
Institut canadien des océans  
Institute of Objective Studies (IOS)  
International Association for Natural Gas Vehicles (IANGV)  
Medical Care Development International (MCD)  
Ralliement national des métis  
Société internationale de droit militaire et de droit de la guerre  
Union européenne des promoteurs-constructeurs (UEPC)  
3HO Foundation, Inc. (Healthy, Happy, Holy Organization, Inc.)

PROJET DE DÉCISION II

Reprise de la session de 1997 du Comité des organisations  
non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide d'autoriser le Comité des organisations non gouvernementales à reprendre sa session pendant une semaine en janvier 1998 afin d'achever les travaux de sa session de 1997.



### PROJET DE DÉCISION III

#### Réunions du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'autoriser le Comité chargé des organisations non gouvernementales à tenir trois sessions au maximum d'une durée totale de trois semaines en 1998, et, sauf si le Comité recommande par la suite qu'il en soit autrement, les années suivantes;

b) D'autoriser le Comité à tenir des réunions officielles avant chacune des sessions de 1998 et des années suivantes, afin d'élucider les questions que soulèvent les demandes d'octroi du statut consultatif;

c) D'autoriser le Comité à se réunir durant cinq jours avant sa session de 1998 pour examiner la question de son élargissement et les problèmes liés à ses méthodes de travail.

#### C. Décision appelant l'attention du Conseil

3. La décision suivante du Comité est portée à l'attention du Conseil :

#### Examen des demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Comité chargé des organisations non gouvernementales décide de ne pas examiner les demandes d'admission au statut consultatif qui, six semaines avant la session correspondante, seraient incomplètes ou présenteraient d'autres insuffisances d'ordre technique, compte tenu des dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social et des autres décisions pertinentes du Conseil ou du Comité et, à cet égard, prie le Secrétaire général :

a) D'informer les organisations non gouvernementales demandant l'admission au statut consultatif que les demandes incomplètes ou présentant des insuffisances d'ordre technique ne seront pas examinées par le Comité;

b) D'éviter de présenter au Comité des demandes incomplètes ou présentant des insuffisances d'ordre technique, et de communiquer au Comité la liste desdites demandes.

### II. DEMANDES D'ADMISSION AU STATUT CONSULTATIF REÇUES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

#### A. Demandes d'admission au statut consultatif reportées de la session de 1996

4. À la reprise de sa session de 1995, le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait décidé de reporter à sa session de 1996 l'examen de la demande d'admission de l'International Energy Foundation (voir E/1996/17, par. 5).

/...

5. À sa session de 1996, le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande de l'International Energy Foundation à sa session de 1997 (voir E/1996/102, par. 4).

6. À sa 633e séance, le 16 mai 1997, le Comité a décidé de poursuivre l'examen de cette demande à sa réunion du 12 juin 1997.

7. À la 634e séance, le 12 juin, le représentant de Cuba a proposé que le Comité recommande au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial à l'International Energy Foundation. Le représentant des États-Unis d'Amérique a ensuite demandé qu'il soit procédé à un vote par appel nominal, la proposition n'a pas été acceptée (six voix contre six), et six pays se sont abstenus. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Soudan, Tunisie.

Ont voté contre : Bulgarie, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Irlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Éthiopie, Grèce, Indonésie, Paraguay, Philippines, Swaziland.

8. La représentante du Soudan a déclaré que sa délégation avait voté en faveur de la proposition en raison du bien-fondé de la demande présentée par l'organisation, des informations complémentaires fournies par celle-ci et de la justification présentée par son représentant. La délégation du Soudan avait pris acte de la déclaration de l'une des délégations quant à l'existence d'autres informations sur ladite organisation, informations qui n'avaient toutefois pas été transmises au Comité. De l'avis de l'orateur, le Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui examine les demandes de statut consultatif, devait être équitable, quelle que soit l'organisation non gouvernementale en question; la décision d'accorder le statut consultatif devait être motivée par la transparence et la validité des informations présentées au Comité.

9. À sa session de fond de 1995, le Conseil économique et social avait décidé de renvoyer au Comité la demande d'admission du Comité international de la paix et des droits de l'homme et de l'examiner à une date ultérieure [décision 1995/305, al. d)].

10. À sa session de 1996, le Comité avait pris acte d'une lettre de cette organisation dans laquelle celle-ci indiquait qu'il serait approprié de suspendre l'examen de sa demande d'admission, sans préjudice, pendant un an (voir E/1996/102, par. 5).

11. À sa 631e séance, le 15 mai 1997, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1998 l'examen de la demande du Comité international de la paix et des droits de l'homme. Il a également décidé qu'il demanderait à l'organisation de fournir les informations qui lui avaient été demandées à la session de 1996.

12. À sa session de 1996, le Comité avait pris acte d'une communication du Center of Studies on the Americas dans laquelle l'organisation faisait savoir qu'elle ne souhaitait pas que sa demande soit examinée pendant la première partie de la session de 1996. Le Comité a demandé au Secrétariat de s'enquérir auprès de l'organisation si elle souhaitait que sa demande soit examinée pendant la seconde partie de la session de 1996 ou à la session de 1997. Le Comité a été informé par la suite que l'organisation souhaitait voir sa demande examinée à la session de 1997 (voir E/1996/102, par. 7).

13. À sa session de 1997, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de la demande d'admission du Center of Studies on the Americas et l'organisation l'a par la suite informé qu'elle ne souhaitait pas présenter d'autres demandes à l'avenir.

14. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande de l'organisation Felege Guihon International (voir E/1996/102, par. 28).

15. À sa 620e séance, le 8 mai 1997, le Comité a décidé de ne pas recommander au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à l'organisation Felege Guihon International.

16. À sa session de 1996, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande de la Citizens' Disaster Response Centre Foundation (voir E/1996/102, par. 29).

17. À sa 615e séance, le 5 mai 1997, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1998 l'examen de la demande d'admission de la Citizens' Disaster Response Centre Foundation.

18. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande d'admission de Eagle Forum (voir E/1996/102, par. 29).

19. À sa 631e séance, le 15 mai 1997, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1998 l'examen de la demande d'admission de Eagle Forum.

20. À sa session de 1996, le Comité avait décidé d'inviter la Foundation for Democracy in Africa à présenter de nouveau sa demande en 1997, sur la base d'un nouveau questionnaire (voir E/1996/102, par. 32).

21. À sa 616e séance, le 6 mai 1997, le Comité a décidé de recommander au Conseil économique et social d'inscrire sur la Liste la Foundation for Democracy in Africa.

22. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande d'admission de l'organisation Christians for Crime Prevention (GCFK/CFCP) (voir E/1996/102, par. 33).

23. À sa 620e séance, le 8 mai 1997, le Comité a décidé de ne pas recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif à l'organisation Christians for Crime Prevention (GCFK/CFCP).

24. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande présentée par l'organisation Deprived Child! And You (voir E/1996/102, par. 33).

25. À sa 616e séance, le 6 mai 1997, le Comité a décidé de recommander au Conseil d'inscrire sur la Liste l'organisation Deprived Child! And You.

26. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande d'admission de la Foundation for Research on International Environment, National Development and Security (FRIENDS) (voir E/1996/102, par. 33).

27. À sa 620e séance, le 8 mai 1997, le Comité a décidé de ne pas recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif à l'organisation Foundation for Research on International Environment, National Development and Security (FRIENDS).

28. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande d'admission de la Ligue mondiale de la liberté et de la démocratie (voir E/1996/102, par. 34).

29. À sa 617e séance, le 6 mai 1997, le Comité a pris acte d'une lettre de la Ligue mondiale de la liberté et de la démocratie dans laquelle l'organisation lui demandait de reporter à la session de 1998 l'examen de sa demande.

30. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande de l'organisation Publication and Coordination Centre of Islamic Ideology and Sufi-ism (voir E/1996/102, par. 33).

31. À sa 633e séance, le 16 mai 1997, le Comité a décidé de recommander au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif spécial à l'organisation Publication and Coordination Centre of Islamic Ideology and Sufi-ism.

32. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande d'admission de l'organisation Rivers Club (voir E/1996/102, par. 33).

33. À sa 633e séance, le 16 mai 1997, le Comité a décidé de recommander au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial à l'organisation Rivers Club.

34. À sa session de 1996, le Comité avait décidé de reporter à sa session de 1997 l'examen de la demande d'admission de la Fondation Foi et Espérance (voir E/1996/102, par. 17).

35. À sa 634e séance, le 12 juin, le Comité a décidé de ne pas recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif à la Fondation Foi et Espérance. Le Comité a également décidé d'inviter l'organisation à présenter ultérieurement une nouvelle demande.

36. Le Comité a décidé de recommander au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif aux organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

Publication and Coordination Centre of Islamic Ideology and Suficism  
Rivers Club

Liste

Deprived Child! And You  
Foundation for Democracy in Africa

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif

37. À sa session de 1996, le Comité avait décidé d'inviter le Centre for the Advancement of North Korean Human Rights à présenter ultérieurement une nouvelle demande d'admission sur la base d'un nouveau questionnaire (voir E/1996/102, par. 6).

38. À sa 621<sup>e</sup> séance, le 8 mai 1997, le Comité a pris acte d'une lettre de l'organisation lui demandant de reporter l'examen de sa demande jusqu'à ce qu'elle ait présenté une autre demande. Le Comité a décidé de supprimer de son ordre du jour l'examen de cette demande.

39. À sa 624<sup>e</sup> séance, le 12 mai, le représentant de Cuba a proposé que le Comité recommande au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif spécial à l'Association nationale des économistes de Cuba.

40. La proposition a été approuvée à la suite d'un vote par appel nominal, par 15 voix contre une, avec 2 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Paraguay, Philippines, Soudan, Swaziland, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Bulgarie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

41. Après le vote, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration.

42. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé au vote sur la proposition tendant à recommander d'accorder le statut consultatif spécial au Centre Félix Varela.

43. La proposition a été approuvée à la suite d'un vote par appel nominal, par 16 voix contre une, avec une abstention. Les voix se sont réparties comme suit :

/...

Ont voté pour : Bulgarie, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Paraguay, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Swaziland, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Philippines.

44. Après le vote, le représentant du Soudan a fait une déclaration.

45. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé au vote sur la proposition tendant à recommander au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial à l'Union nationale des juristes de Cuba. La proposition a été approuvée à la suite d'un vote par appel nominal, par 13 voix contre une, avec 3 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Paraguay, Soudan, Swaziland, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Bulgarie, Irlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

46. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé au vote sur la proposition tendant à recommander au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial à la Fédération des femmes cubaines. La proposition a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal, par 16 voix contre une, avec une abstention. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Bulgarie, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Paraguay, Philippines, Soudan, Swaziland, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

47. Après le vote, les représentants de Cuba, de la Chine et des États-Unis d'Amérique ont fait des déclarations.

48. À sa 626e séance, le 13 mai, le Comité a décidé de ne pas recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif à l'organisation Kashmiri-Canadian Council (KCC).

49. À la 628e séance, le 14 mai, le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé au vote sur la proposition tendant à recommander au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial à

/...

l'Organisation continentale des étudiants de l'Amérique latine et des Caraïbes. La proposition a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal, par 14 voix contre une, avec une abstention. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Bulgarie, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Indonésie, Madagascar, Paraguay, Philippines, Swaziland, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

50. Le représentant de l'Inde a déclaré que si sa délégation avait été présente lors du vote elle aurait voté pour la proposition.

51. À la même séance, le Comité a décidé que la Society for Urban and Rural Advancement (SURA) devrait demander à être associée au Département de l'information.

52. À sa 631e séance, le 15 mai, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1998 l'examen de la demande d'admission de l'Agence juive pour Israël.

53. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé à un vote sur la décision du Président de transmettre à l'organisation English International Association of Lund (Suède) une communication contenant la demande du représentant du Soudan qui souhaitait savoir pourquoi l'organisation ne pouvait communiquer les noms de chacun de ses membres.

54. Les représentants des délégations suivantes ont fait des déclarations : Cuba, Costa Rica, Chine, Inde, Éthiopie, Irlande, États-Unis d'Amérique, Soudan, Madagascar, Chili, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Indonésie.

55. Le Comité a ensuite procédé au vote de la décision du Président, qui a été retenue par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions.

56. À 632e séance, le 16 mai, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1998 l'examen de la demande du Congrès national assyrien.

57. À 634e séance, le 12 juin, le Comité a décidé de reporter à la reprise de sa session de 1997, en janvier 1998, l'examen des demandes d'admission des organisations ci-après :

Asian Legal Resources Centre  
Centre de recherches et de promotion pour la sauvegarde des sites et  
monuments historiques en Afrique  
Humanity International

58. À la même séance, le Comité a décidé de reporter à sa session de 1998 l'examen de la demande d'admission de la Research and Documentation for a Sustainable Society (PROSUS).

/...

59. A la même séance, le Comité a également réaffirmé qu'il était d'avis qu'en application des résolutions 1296 (XLIV) et 1996/31 du Conseil et conformément à la pratique établie au Comité des organisations non gouvernementales, les universités, les écoles et les partis politiques ne pouvaient prétendre au statut consultatif auprès du Conseil économique et social; en conséquence, le Comité ne donnerait pas suite aux demandes d'admission du Centro Universitario Grupo Sol et du Parti communiste français.

60. À la 635e séance, le 12 juin, le Comité a décidé de recommander au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial au Cairo Institute for Human Rights Studies.

61. Le représentant de Cuba a déclaré que son pays se ralliait au consensus mais souhaitait toutefois qu'il soit pris acte de la réserve qu'il avait émise pour les raisons suivantes au sujet du Cairo Institute for Human Rights Studies :

a) Cette organisation était entièrement financée par des sources extérieures – entre autres des gouvernements – et en particulier par des pays occidentaux;

b) Ses activités ne semblaient pas s'étendre à l'ensemble des droits de l'homme mais privilégiaient les droits civils et politiques;

c) L'une des sources de financement était le National Endowment for Democracy, fonds créé par le Congrès des États-Unis en pleine guerre froide dans un but politique et idéologique.

62. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial à l'Islamic World Studies Centre.

63. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation souhaitait se dissocier de cette décision du fait que l'Islamic World Studies Centre n'avait pas scrupuleusement fait état de toutes les contributions d'origine gouvernementale qu'il avait reçues.

64. La représentante du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que sa délégation souhaitait se dissocier de cette décision car elle avait des doutes quant à l'indépendance de l'Islamic World Studies Centre.

65. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial à la Société caritative du Qatar.

66. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation souhaitait se dissocier de cette décision, car la Société caritative du Qatar était peut-être impliquée dans des activités contraires à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

67. La représentante du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que sa délégation souhaitait se dissocier de cette décision, car elle avait des doutes quant à l'indépendance de l'organisation en question.



68. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial à l'Organisation du secours africain pour la mère et l'enfant.

69. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation estimait que cette organisation ne méritait pas d'être admise au statut consultatif spécial car son dossier était contestable et la portée de ses activités trop limitée.

70. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité a décidé de reporter à la reprise de sa session de 1997, en janvier 1998, l'examen de la demande de l'Agence islamique africaine. Le représentant du Soudan a fait la déclaration suivante :

"Nous appuyons la candidature de cette organisation et estimons que son dossier répondait aux termes de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Nous ne nous opposerons pas au report de son examen mais tenons à réaffirmer que nous constatons une certaine tendance de la part du Comité à faire des difficultés aux organisations non gouvernementales (ONG) de certains pays, pour être précis les pays islamiques, qui souhaitent être admis au statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Nous avons entendu des délégations déclarer qu'elles n'étaient pas parties à des décisions concernant des ONG de ces pays et la décision prise en la matière relève de la même catégorie. Nous estimons que le Comité chargé des organisations non gouvernementales devrait s'abstenir d'envisager les candidatures sur un plan autre que technique et se prononcer sur le fond de la demande d'admission au statut consultatif présentée par une ONG et non pas sur la base d'autres préjugés ou considérations."

71. Le Comité a recommandé que le Conseil économique et social accorde le statut consultatif à 141 organisations non gouvernementales (voir ci-dessus, sect. I.B, projet de décision I).

### III. APPLICATION DE LA DÉCISION 1996/302 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

72. À sa 635e séance, le 12 juin 1997, le Comité a décidé de reporter à la reprise de sa session de 1997, en janvier 1998, l'examen du point 5 de son ordre du jour.

### IV. APPLICATION DE LA RÉOLUTION 1996/31 ET DE LA DÉCISION 1995/304 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

73. Le Comité a examiné le point 6 de son ordre du jour à ses 629e, 634e et 635e séances, les 14 mai et 12 juin 1997.

74. Le Vice-Président et Rapporteur du Comité, M. Wahid Ben Amor (Tunisie), a demandé au nom des États africains que la déclaration suivante, qu'il a faite durant la session de 1997 du Comité, soit consignée dans le rapport :

/...

"Je voudrais faire un nombre d'éclaircissements quant aux méthodes de travail du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

S'agissant tout d'abord de la présidence de ce comité, il nous semble qu'il y a une règle sacrée à laquelle il faut se plier, à savoir la règle de l'alternance qui a toujours été à la base de l'organisation des travaux de tous les organes subsidiaires du Conseil économique et social.

Il est cependant regrettable de constater que cette règle n'a jamais été respectée au sein de ce comité. Il est aussi regrettable de souligner que, contrairement à la seule exception qui existe, c'est-à-dire la Commission de la condition de la femme, cette situation n'a pas réellement contribué à améliorer l'organisation des méthodes de travail du Comité :

- La croissance des demandes à examiner par le Comité à chacune de ses sessions n'a pas été accompagnée par une augmentation de ressources nécessaires;
- Les membres du Comité doivent souvent travailler sur des documents non traduits;
- Le Comité doit se réunir pour des consultations officieuses sans disposer de services d'interprétation;
- Enfin, le secrétariat, dont je voudrais ici souligner les grands efforts qu'il fournit pour rendre plus facile notre travail, est débordé faute de moyens humains et financiers.

La situation étant ce qu'elle est, les États d'Afrique sont d'avis qu'il est extrêmement urgent que le Comité se penche sérieusement sur cette situation afin de dégager des solutions d'ensemble pour l'avenir et permettre à ce comité d'exercer ses fonctions dans de bonnes conditions à l'instar des autres organes subsidiaires du Conseil.

À ce propos, nous ne pouvons tolérer que ce comité soit considéré comme le parent pauvre du Conseil économique et social et qu'il soit marginalisé.

C'est pour toutes les raisons que je viens de citer que nous appuyons toute initiative allant dans le sens de l'amélioration des méthodes de travail du Comité, y compris l'élection du bureau.

À ce propos, les États d'Afrique ne s'opposent pas à ce que le bureau du Comité ait deux mandats successifs, si les membres du Comité sont d'accord, bien entendu, et si cela peut contribuer à améliorer des méthodes de travail.

Enfin, les États d'Afrique sont d'avis que le Président d'une manière générale, et particulièrement pour ce comité, doit s'impliquer davantage pour ce qui concerne le renforcement de ce comité et ne pas se contenter de diriger les débats sur telle ou telle organisation non gouvernementale."

75. À la 629e séance, le 14 mai, les représentants de Cuba, de l'Inde, de la Tunisie, du Soudan, de la Fédération de Russie, de l'Irlande, de la Chine, des Philippines, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Costa Rica, de Madagascar et des États-Unis d'Amérique, ainsi que les observateurs de la République arabe syrienne et de la France ont fait des déclarations.

A. Élargissement du Comité chargé des organisations non gouvernementales

76. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité était saisi d'un projet de résolution intitulé "Élargissement du Comité chargé des organisations non gouvernementales" (voir E/C.2/1997/L.2), présenté par le Président par intérim à l'issue de consultations officieuses.

77. À la même séance, le représentant de l'Inde a proposé de modifier le deuxième alinéa du projet de résolution en ajoutant les mots "en conformité avec la pratique du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires" entre les mots "Considérant qu'" et "il serait souhaitable".

78. Le Comité a ensuite adopté le projet de résolution tel qu'il avait été amendé oralement (voir ci-dessus sect. I.A, projet de résolution I).

B. Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

79. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité était saisi d'un projet de résolution intitulé "Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies" (voir E/C.2/1997/L.2), présenté par le Président par intérim à l'issue de consultations officieuses.

80. Les représentants de Cuba, de la Tunisie, des États-Unis d'Amérique, du Costa Rica, de la Chine, de l'Éthiopie, du Soudan et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations.

81. Le représentant de Cuba a proposé de modifier le projet de résolution en supprimant les mots "cinquante-troisième" figurant entre crochets au paragraphe 1 qui serait libellé comme suit :

"1. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-deuxième session, un rapport proposant des moyens précis propres à permettre à la Section des organisations non gouvernementales de s'acquitter de son volume de travail actuel et prévisible de manière efficace et rationnelle;".

82. Le représentant des États-Unis d'Amérique a proposé de procéder à un vote par appel nominal sur l'amendement proposé par Cuba qui a été adopté par 12 voix contre 1, avec 3 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Inde, Indonésie, Irlande, Madagascar, Philippines, Soudan, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Grèce, Fédération de Russie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

83. Avant l'adoption de l'amendement, les représentants de l'Inde, des Philippines, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique, du Costa Rica, du Soudan et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations.

84. Le Comité a ensuite adopté le projet de résolution, tel qu'il avait été amendé oralement, à la suite d'un vote par appel nominal par 14 voix contre une, avec une abstention (voir ci-dessus sect. I.A, projet de résolution II). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Madagascar, Philippines, Soudan, Tunisie.

Ont voté contre : États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

85. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Royaume-Uni et du Costa Rica ont fait des déclarations.

#### C. Réunions du Comité chargé des organisations non gouvernementales

86. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité était saisi d'un projet de décision intitulé "Réunions du Comité chargé des organisations non gouvernementales" (voir E/C.2/1997/L.2), présenté par le Président par intérim à l'issue de consultations officieuses.

87. À la même séance, les représentants de la Chine, de Cuba, du Soudan, des États-Unis d'Amérique, de l'Éthiopie, de la Tunisie, de Madagascar, du Costa Rica et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations.

88. Sur la proposition du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'alinéa a) qui était libellé comme suit :

"a) D'autoriser le Comité chargé des organisations non gouvernementales à tenir en 1998 [et les années suivantes] trois sessions d'une semaine;"

a été modifié comme suit :

"a) D'autoriser le Comité chargé des organisations non gouvernementales à tenir au maximum trois sessions d'une durée totale de trois semaines en 1998 et, sauf si le Comité recommande par la suite qu'il en soit autrement, les années suivantes;".

89. Le Comité a ensuite adopté le projet de décision tel qu'il avait été amendé oralement (voir ci-dessus sect. I.B, projet de décision III).

D. Examen des demandes d'admission du statut consultatif  
auprès du Conseil économique et social

90. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité était saisi d'un projet de décision intitulé "Examen des demandes d'admission du statut consultatif auprès du Conseil économique et social" (voir E/C.2/1997/L.2), présenté par le Président par intérim à l'issue de consultations officieuses.

91. À la même séance, le Comité a adopté le projet de décision (voir ci-dessus sect. I.C).

E. Révision du questionnaire relatif à la demande d'admission

92. À sa session de 1996, le Comité avait noté qu'il fallait réviser le questionnaire relatif à la demande d'admission pour tenir compte de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social et en ayant présents à l'esprit la nécessité de rationaliser la documentation et le fait que le nombre des demandes d'admission au statut consultatif ne cessait de croître. (Voir E/1996/102, par. 46.)

93. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité a adopté la version révisée du questionnaire (voir plus loin annexe I).

F. Demande de rapport spécial présentée en application de  
l'alinéa c) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31  
du Conseil économique et social

94. À la 634e séance, le 12 juin, le représentant de Cuba a appelé l'attention du Comité sur une question concernant une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

95. À sa 635e séance, le 12 juin, le Comité a pris connaissance des informations communiquées par le représentant de Cuba à propos d'un incident survenu à l'Office des Nations Unies à Genève dans lequel était impliquée une organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste, l'Association internationale des éducateurs pour la paix. Le Comité a demandé au Secrétariat de prier l'organisation en question de lui fournir une explication à propos de cet incident.

96. Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé à un vote nominal sur la proposition tendant à demander à l'organisation non gouvernementale en question de présenter un rapport spécial en application de

/...

l'alinéa c) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. La proposition a été adoptée à la suite d'un vote nominal par 9 voix contre 4, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Chine, Costa Rica, Cuba, Éthiopie, Inde, Indonésie, Madagascar, Soudan, Tunisie.

Ont voté contre : Grèce, Irlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Chili, Paraguay, Philippines, Fédération de Russie.

97. Avant que la proposition soit adoptée, les représentants du Chili, du Paraguay et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations.

#### V. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ

98. À sa 633e séance, le 16 mai 1997, le Comité a adopté le projet de rapport paru sous la cote E/C.2/1997/L.1 et a autorisé le Rapporteur à en établir une version définitive.

#### VI. ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

##### A. Ouverture et durée de la session

99. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session de 1997 du 5 au 16 mai et le 12 juin 1997. Le Comité a tenu 22 séances (614e à 635e séance).

##### B. Participation

100. Des représentants des États membres du Comité énumérés ci-après ont participé à la session : Bulgarie, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Madagascar, Paraguay, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Swaziland et Tunisie.

101. Les États Membres suivants étaient représentés par des observateurs : Albanie, Algérie, Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Canada, Croatie, Égypte, Érythrée, France, Guatemala, Guyana, Hongrie, Iran (République islamique d'), Iraq, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Venezuela.

102. L'État suivant, non membre de l'Organisation des Nations Unies, était représenté par un observateur : Saint-Siège.

103. L'organisation suivante, à laquelle a été adressée une invitation permanente à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale, était représentée par un observateur : Palestine.

104. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

105. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées : statut consultatif général : Franciscans International, Chambre de commerce internationale, Confédération internationale des syndicats libres; statut consultatif spécial : United Towns Agency for North-South Cooperation; Liste : Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale.

#### C. Élection du bureau

106. À la 614e séance, tenue le 5 mai, le Comité a élu le bureau suivant par acclamation :

Président : Fidel Coloma (Chili)

Vice-Présidents : Valentin Hadjiiski (Bulgarie)  
John D. Biggar (Irlande)  
Wahid Ben Amor (Tunisie) (également élu Rapporteur)

#### D. Ordre du jour

107. À la 614e séance, tenue le 5 mai, le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire de la session (E/C.2/1997/1), qui se lisait comme suit :

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
  - a) Demandes dont le Comité avait décidé à sa session de 1996 de reporter l'examen;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement.
4. Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (catégories générale et spéciale) auprès du Conseil économique et social.
5. Application de la décision 1996/302 du Conseil économique et social.
6. Application de la résolution 1996/31 et de la décision 1995/304 du Conseil économique et social.

/...

7. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 1998 du Comité.
8. Adoption du rapport du Comité.

E. Reprise de la session de 1997 du Comité chargé  
des organisations non gouvernementales

108. À sa 633e séance, le 16 mai, le Comité a décidé de recommander que le Conseil économique et social adopte le projet de décision suivant (voir ci-dessus, projet de décision II) dont le Président du Comité a donné lecture :

"Le Conseil économique et social décide d'autoriser le Comité chargé des organisations non gouvernementales à reprendre sa session de 1997 pendant une semaine en janvier 1998 pour terminer les travaux de sa session de 1997."



Annexe I

DEMANDE D'ADMISSION AU STATUT CONSULTATIF AUPRÈS DU CONSEIL  
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Partie I : Liste des pièces à inclure dans le dossier  
de demande d'admission au statut consultatif

Pour être complet, le dossier de demande d'admission au statut consultatif doit  
comprendre les pièces suivantes :

- A. Copie des statuts de l'organisation faisant la demande (conformément au paragraphe 10 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.
- B. Lorsque la législation nationale l'exige, les formulaires d'enregistrement dans le pays où l'organisation a été fondée, ou bénéficie de l'exonération fiscale, ou est établie comme association à but non lucratif. Lorsque la loi ne lui impose pas pareille obligation, l'organisation fournira toute autre pièce attestant sa création que le Comité jugera acceptable. Ce document doit être à en-tête officiel et daté.
- C. Une copie de l'état financier, de préférence vérifié, du dernier exercice, qui devrait indiquer clairement les sources de revenus, contributions de membres et autres, subventions reçues de gouvernements, de sources intergouvernementales (préciser) et de fondations privées.
- D.
  - 1. Liste des associations et groupes affiliés à l'organisation faisant la demande.
  - 2. Liste des associations ou groupes auxquels l'organisation faisant la demande est associée.
- E. Exempleaire des publications de l'organisation et copie de certains des articles les plus récents ayant trait aux activités intéressant l'ONU.
- F. Questionnaire rempli (voir partie II du dossier).
- G. Récapitulatif de la demande (partie III du dossier).

Partie II : Questionnaire

1. Nom de l'organisation (en anglais ou en français)

Indiquer la catégorie désirée en vous reportant à la partie III de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

☐ Statut consultatif général                      ☐ Statut consultatif spécial                      ☐ Inscription sur la Liste

2. Adresse du siège (adresse postale et électronique, numéro de téléphone et de télécopie selon le cas)

3. Date d'enregistrement ou de constitution/en association (doit correspondre à la date figurant sur le document fourni en application de la section B, partie I ci-dessus). Conformément à l'alinéa h) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31, une organisation qui demande le statut consultatif doit prouver qu'elle existe depuis au moins deux ans à la date où le Secrétariat reçoit sa demande. Les pièces justificatives doivent être adressées au Secrétariat :

4. Conformément au paragraphe 8 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, indiquer si votre organisation est :

☐ Internationale                      ☐ Nationale

5. Buts et activités de votre organisation :

a) Indiquer brièvement dans l'espace prévu à cette fin les buts statutaires de votre organisation qui ont un lien avec les activités du Conseil économique et social :

- b) Indiquer en termes généraux dans l'espace prévu à cette fin par quels moyens votre organisation s'efforce d'atteindre ces buts (par exemple conférences, projets) :

6. Structure et processus décisionnaire :

- a) Décrire le processus décisionnaire de votre organisation, notamment chacun des organes directeurs ou administratifs (assemblée générale, conseil d'administration, etc.) en indiquant la fréquence de leurs réunions, leur composition et leurs principales attributions :
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- b) Décrire les liens autres que financiers existant entre un gouvernement quelconque et votre organisation au niveau de sa gestion ainsi que de l'orientation de ses activités :

7. Composition géographique :

Indiquer le nombre d'adhérents par pays et continent et préciser s'il s'agit d'associations ou de particuliers. Indiquer le nombre total d'adhérents (dans tous les documents fournis, utiliser la désignation des pays en usage à l'Organisation des Nations Unies) :

8. Donner un aperçu de la composition de votre organisation (professions, femmes, personnes âgées) et indiquer si votre organisation est ou non ouverte à tous :

9. Donner la liste des membres de la direction de votre organisation, notamment ses principaux responsables, en indiquant leur nationalité entre parenthèses après leur nom. Indiquer si des fonctionnaires d'État font partie de son personnel et si ces dirigeants sont élus selon un principe géographique :

10. Outre les données financières consignées à la section C de la partie I, ci-dessus, indiquer brièvement les recettes (et l'origine des fonds) et les dépenses de l'exercice en cours :

a) Montant total des recettes et origine des fonds :

Cotisation des adhérents :

Gouvernements :

Organisations intergouvernementales :

Autres ONG :

Contrats :

Sources diverses :

/...

b) Montant total des dépenses :

Administration :  
Projets :  
Autres activités :

11. Au cours des cinq dernières années, votre organisation a-t-elle reçu quelque contribution que ce soit, financière ou autre, d'un gouvernement ou d'une source intergouvernementale soit directement soit indirectement? Dans l'affirmative, préciser le montant de cette contribution, la date de son versement et l'emploi qui en a été fait :

12. Indiquer les domaines d'activité intéressant l'ONU dans lesquels votre organisation intervient ou entend intervenir, les organes de l'ONU aux travaux desquels votre organisation a participé ou entend participer (voir les parties IV et V de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social) :

a) Activités passées ou en cours :

b) Activités prévues (après admission au statut consultatif) :

13. Énumérer toutes les publications (revues, bulletins d'information, ouvrages) de votre organisation, dans toutes les langues où elles paraissent en indiquant leur périodicité et leur diffusion par pays :

/...

Partie III : Récapitulatif

<b>Nom :</b>			
<b>Adresse :</b>			
<b>Catégorie demandée :</b>	<input type="checkbox"/> Statut général	<input type="checkbox"/> Statut spécial	<input type="checkbox"/> Liste
<b>Date de fondation :</b>			
<b>Composition</b> (cocher une des deux cases et fournir les chiffres demandés)			
<input type="checkbox"/> L'organisation est une organisation nationale qui compte comme membres _____ particuliers et comme affiliés _____ associations.			
<input type="checkbox"/> L'organisation est une organisation internationale qui compte comme membres _____ particuliers et comme affiliés _____ associations dans _____ pays.			
<b>État financier résumé pour l'exercice</b> _____			
<b>Recettes</b>			
Cotisations des membres et affiliés :			
Subventions de gouvernements :			
Subventions d'organisations intergouvernementales :			
Subventions d'autres organisations non gouvernementales :			
Revenus provenant de l'exécution de contrats, etc. :			
Autres recettes :			
<b>Montant total des recettes :</b>			
<b>Dépenses</b>			
Administration :			
Projets :			
Autres activités :			
<b>Montant total des dépenses :</b>			

**Décrire brièvement les buts et activités de votre organisation et indiquer comment elle entend participer aux travaux du Conseil économique et social (400 mots au maximum) :**

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS DONT LE COMITÉ ÉTAIT SAISI À SA SESSION DE 1997

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
E/C.2/1997/1	2	Ordre du jour provisoire
E/C.2/1997/INF/1		Liste des délégations
E/C.2/1997/L.1	8	Projet de rapport
E/C.2/1997/L.2	6	Projets de proposition présentés par le Président par intérim à l'issue de consultations officieuses
E/C.2/1997/R.1	3 a)	Demandes d'admission au statut consultatif dont l'examen avait été reporté
E/C.2/1997/R.2 et Add.1 à 16	3 b)	Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif

-----